

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAGV - PÔLE ZÉRO DÉCHET

24 RUE DU VIEUX PONT

—

47440 Casseneuil

Références : YKP/SM/UbD24-47/2025/71
Code AIOT : 0100018299

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2025 dans l'établissement CAGV - PÔLE ZÉRO DÉCHET implanté Route de Lalande 47300 Villeneuve-sur-Lot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuvois a déposé une demande d'enregistrement en vue d'implanter un pôle de collecte et de valorisation des déchets « Pôle Zéro Déchet » au sein de la commune de Villeneuve-sur-Lot. Cette nouvelle installation viendra en remplacement de la déchetterie du Rooy en activité.

La consultation du public portant sur cette demande s'est déroulée du 31 janvier 2025 au 28 février 2025, dates incluses.

L'inspection est organisée à la suite de la réception des observations du public, qui mentionnent la présence d'une ancienne décharge sous l'emprise du projet, et de plusieurs échanges

téléphoniques avec M. Laporte, directeur des services techniques de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuveois.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAGV - PÔLE ZÉRO DÉCHET
- Route de Lalande 47300 Villeneuve-sur-Lot
- Code AIOT : 0100018299
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités du "Pôle Zéro Déchet" s'articuleront autour de zones distinctes implantées sur des plateformes artificialisées déjà existantes:

- une déchetterie pour les particuliers et les professionnels (plateforme nord),
- une activité de transit et regroupement de déchets verts, une activité de broyage de déchets verts (1campagne/mois) et une activité de compostage de déchets verts et de biodéchets (plateforme intermédiaire)
- une activité de transit et regroupement de déchets de bois de déchets inertes type gravats et une activité de concassage de déchets inertes 2 fois par an (plateforme sud)

L'activité de transit permettra l'accueil des déchets provenant des autres déchetteries de la collectivité.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier d'enregistrement	Code de l'environnement du 04/11/2024, article R512-46-4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Activités et rubriques de la nomenclature	Code de l'environnement du 04/11/2024, article R512-46-3	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Présence ancienne décharge	Code de l'environnement du 04/11/2024, article L512-20	Prescriptions complémentaires	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présence de déchets enfouis au droit du site du futur "Pôle Zéro Déchet" amène l'inspection à demander un diagnostic environnemental sur les parcelles identifiées comme ayant accueilli l'activité de stockage de déchets (et au-delà, si nécessaire) ainsi que les mesures de gestions des potentielles pollutions qui seront à mettre en œuvre.

L'inspection propose un arrêté préfectoral de prescriptions pour les mesures sus-mentionnées en

vue de la réhabilitation de cette ancienne installation de stockage de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/11/2024, article R512-46-4
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur
Prescription contrôlée : A la demande d'enregistrement doivent être jointes les pièces suivantes : [...] 5° Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur, au sens du I de l'article D. 556-1 A, du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ;
Constats : Le dossier d'enregistrement comprend bien l'avis du propriétaire (PJ n°8) et celui du Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Villeneuve (PJ n°9). Cependant, les paragraphes précisant la compatibilité de l'occupation du terrain libéré avec les exigences urbanistiques de la commune, mentionnent respectivement Blagnac et Toulouse pour les PJ n°8 et n°9
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir à l'inspection les avis du propriétaire et celui du Président de la CAGV avec les mentions de communes adéquates
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Activités et rubriques de la nomenclature

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/11/2024, article R512-46-3
Thème(s) : Situation administrative, Erreur de rubrique
Prescription contrôlée : Dans tous les autres cas, il est remis une demande, en trois exemplaires augmentés du nombre de communes mentionnées à l'article R. 512-46-11, ou sous la forme dématérialisée d'une téléprocédure, qui mentionne : [...] 3° La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève ;
Constats :

Le pétitionnaire a classé l'activité de transit et regroupement de déchets inertes gravats au titre de la rubrique 2516 (Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés [...]). Or cette activité doit être classée au titre de la rubrique 2517 (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes [...]).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le pétitionnaire se positionnera sur la rubrique 2517, en justifiant le régime.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Présence ancienne décharge

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/11/2024, article L512-20
Thème(s) : Autre, Site et sols pollués
Prescription contrôlée : En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.
Constats : Le dossier d'enregistrement a été à la consultation du public du 28 janvier 2025 au 28 février 2025. Plusieurs observations formulées mentionnent la présence d'une ancienne décharge sur la moitié sud du site (plateformes intermédiaires et hautes). Ces observations avaient également été exprimées lors de l'enquête publique du dossier de modification du PLUi de la Communauté de l'Agglomération du Grand Villeneuvois et rapportées par le Commissaire Enquêteur dans son rapport. Les parcelles identifiées dans le rapport du Commissaire Enquêteur sont celles cadastrées section DO n°0178 (partie sud), 0176, 0263 et 0266 du pôle de collecte « Pôle Zéro Déchet » mais également celles cadastrées section DO n°0264, 0265 et 0130 sur la commune de Villeneuve-sur-Lot. L'exploitant explique avoir connaissance de ce stockage de déchet sans en connaître ni l'emprise ni la nature. Il s'agirait d'une ancienne décharge dont l'apport de déchet s'est effectué entre les années 1970 et 1980. Un sondage effectué par l'exploitant dans la zone de l'ancienne décharge a révélé la présence de déchets recouverts d'une couche d'environ 1,2 mètres de grave.

La visite sur site ne permet pas de constater des éléments supplémentaires concernant ce stockage de déchets.

L'exploitant doit justifier de la compatibilité de son projet avec la présence de la décharge.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira un dossier de diagnostic environnemental et de mesures de gestion des potentielles pollutions conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral proposé en vue de la remise en état de l'installation de stockage de déchets.

Cet arrêté sera proposé par l'inspection indépendamment de la procédure d'enregistrement du "Pôle Zéro Déchet".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 2 mois